

Union européenne



«La réaction de la Turquie envers les pays européens qui qualifient de génocide les massacres des Arméniens par les Turcs ottomans en 1915, va compliquer les ambitions d'Ankara pour adhérer à l'Union européenne,» a déclaré le commissaire chargé de l'élargissement de l'UE, **Johannes Hahn**.

La Turquie nie que le massacre lors de la Première Guerre mondiale, de près de 1,5 million d'Arméniens dans ce qui est aujourd'hui la Turquie, constitue un génocide et ses relations avec l'Arménie sont encore gâchées par ce différend. La Turquie a également réprimandé les membres de l'UE, notamment l'Allemagne et l'Autriche dont les parlements ont utilisé le mot «Génocide» dans les résolutions pour le 100e anniversaire de l'événement, et ce, quelques jours après la prise de position du pape François.

Le Commissaire a déclaré au journal autrichien 'Der Standard' :

"Cette «très sévère» réaction d'Ankara doit être considérée dans le contexte des élections de Juin prochain. Cela peut être très populaire dans certaines parties du pays et parmi certaines parties de la population. Mais ce qui me préoccupe, ce sont les conséquences à long terme.

Les graines d'une position anti-européenne et antioccidentale sont ainsi semées, qui du point de vue d'aujourd'hui rend l'entrée future (dans l'UE) très difficile."

Suite à la réaction de la Turquie à la résolution du P.E concernant le génocide des Arméniens, Le P.E a envoyé une requête au bureau de la Délégation permanente de la Turquie à l'UE le 29 Avril. Suite à quoi, le bureau turc a répondu le 30 Avril :

«La motion du Parlement européen est intervenue quelques jours après la déclaration du pape François, provoquant la fureur en Turquie par l'utilisation du même terme.

Le Parlement européen a répété exactement la même erreur du passé, en étant incompatible avec le droit international et dépassant sa compétence. "

Johannes Hahn a fait valoir que la réaction de la Turquie envers les pays européens qualifiant les massacres de 1915 de génocide, va compliquer les ambitions d'Ankara pour adhérer à l'UE. Il a ajouté que la réaction «très sévère» d'Ankara doit être considérée dans le contexte des prochaines élections législatives de juin.

«Cette réponse peut être très populaire dans certaines parties du pays et parmi certaines parties de la population. Mais ce qui me préoccupe, ce sont les conséquences à long terme. Les graines d'une position anti-européenne et antioccidentale sont ainsi semées, ce qui, vu d'aujourd'hui, rendra l'entrée dans l'UE très difficile," a souligné le Commissaire.